Arrêt civil

(A)

rendu sur requête en règlement de difficultés d'exécution d'un arrêt
rendu le 16 août 2001 sous le numéro du rôle 25285

Audience publique du neuf janvier deux mille deux.

ad numéro 25285 du rôle.

Composition :

Georges SANTER, président de chambre;
Irène FOLSCHEID, premier conseiller ;
Monique BETZ, premier conseiller ;
Pascale BIRDEN, greffier.

Entre:

la société anonyme de droit français ^{Sec.1.)}
, en abrégé «^{Sec.1.)}», inscrite au RCS de Paris
sous le numéro (...), établie et ayant son siège social à F-
(...), représentée par son
conseil d'administration actuellement en fonctions,

partie demanderesse en règlement de difficultés d'exécution suivant
requête notifiée le 11 septembre 2001 au mandataire de
^{Sec.2.)} S.A., signifiée par exploit d'huissier de justice Jean-
Claude STEFFEN d'Esch-sur-Alzette en date du 25 octobre 2001 à
^{Sec.3.)} INVEST S.A. et notifiée le 12 octobre 2001 au mandataire
de ^{Sec.4.)} S.A.

comparant par Maître Marc ELVINGER, avocat à la Cour à
Luxembourg,

et :

1. la société anonyme ^{Sec.2.)} S.A., société anonyme de
droit belge, inscrite au registre de commerce de Bruxelles sous le
numéro (...), établie et ayant son siège social à B-
(...), représentée par
son conseil d'administration actuellement en fonctions,

partie défenderesse aux fins de la susdite requête lui notifiée le 11 septembre 2001

comparant par Maître Jean-Louis SCHILTZ, avocat à la Cour à Luxembourg,

2. la société de droit luxembourgeois ~~SC.3.)~~ INVEST S.A., constituée sous la forme de société anonyme, inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B(...), établie et ayant son siège social à L- (...), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

partie appelée en cause aux fins du susdit exploit de l'huissier de justice Jean-Claude STEFFEN d'Esch-sur-Alzette en date du 25 octobre 2001,

défaillante,

3. la société anonyme de droit luxembourgeois ~~SC.4.)~~ S.A., inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B(...), établie et ayant son siège social à L- (...), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

partie appelée en cause aux fins de la susdite requête lui notifiée le 12 octobre 2001,

comparant par Maître Marc ELVINGER, avocat à la Cour à Luxembourg,

en présence de :

I.

1. A1) , employé, demeurant à B-(...)
2. A2) , employée, demeurant à B-(...)
3. A3) , industriel, demeurant à B-(...)
4. A4) , employée, demeurant à B-(...)
5. A5) , employé, demeurant à B-(...)

6. A6.) , pharmacien, demeurant à B-(...)
7. A7.) , médecin, demeurant à B-(...)
8. A8.) , employé, demeurant à
B-(...)
9. A9.) , employé, demeurant à B-(...)
10. A10.) , employé, demeurant à B-(...)
11. A11.) , industriel, demeurant à B-(...)
12. A12.) , employé, demeurant à B-(...)
13. A13.) , pharmacien, demeurant à B-(...)
14. A14.) , employé, demeurant à B-(...)
15. A15.) , pensionné, demeurant à B-(...)
16. A16.) , pensionnée, demeurant à B-(...)
17. A17.) , pensionné, demeurant à B-(...)
18. A18.) , employé, demeurant à B-(...)
19. A19.) , employé, demeurant à B-(...)
20. A20.) , employé, demeurant à B-(...)
21. A21.) , employé, demeurant à B-(...)
22. A22.) , enseignant, demeurant à B-(...)

23. A23) , médecin, demeurant à B- (...)
24. A24) , pensionné, demeurant à B-(...)
25. A25) , employé, demeurant à B-(...)
26. A26) , employé, demeurant à B- (...)
27. A27) , pensionné, demeurant à B-(...)
28. A28) , pensionné, demeurant à B-(...)
29. A29) , employé, demeurant à B-
(...)
30. A30) , employé, demeurant à B-(...)
31. A31) , employée, demeurant à B-(...)
32. A32) , employé, demeurant à B-(...)
33. A33) employé, demeurant à B- (...)
34. A34) , médecin, demeurant à B-(...)
35. A35) , employé, demeurant à B-(...)
36. A36) , industriel, demeurant à B-(...)
37. A37) , employée, demeurant à B-(...)
38. A38) , employée, demeurant à B-(...)

39. A39) employé, demeurant à B- (...)

40. A40) employé, demeurant à B- (...)

41. A41) employé, demeurant à B- (...)

42. A42) ingénieur, demeurant à B- (...)

parties intervenantes volontaires aux termes d'une requête notifiée le 3 octobre 2001 aux mandataires de l' *Soc. 1.)* et de *Soc. 2.)*

comparant par Maître Veerle WILLEMS, avocat à la Cour à Luxembourg,

II.

la société de droit belge *Soc. 5) S.A.*, établie et ayant son siège social à B- (...), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

partie intervenante volontaire aux termes d'une requête notifiée le 19 novembre 2001 aux mandataires de l' *Soc. 1.)* et des parties intervenantes énumérées sub I, *Soc. 2.)*

comparant par Maître Marc ELVINGER, avocat à la Cour à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Par arrêt rendu le 16 août 2001, sous le numéro du rôle 25285, entre la société anonyme *Soc. 2.)*, partie appelante, et les sociétés anonymes *Soc. 1.)* (ci-après: *Soc. 1.)*, *Soc. 3) Invest* et *Soc. 4.)*, la Cour d'appel, après avoir confirmé le jugement dont appel en ce qu'il a dit non fondée la demande en annulation d'une sentence arbitrale du 14 octobre 1999, rendue exécutoire le 14 janvier 2000, a, par réformation du jugement, déclaré bonne et valable la saisie-arrêt formée par *Soc. 1.)* entre les mains de *Soc. 3) Invest* à charge de *Soc. 2.)* et a dit que les sommes dont la tierce-saisie se reconnaîtra ou sera jugée débitrice

seront versées par elle entre les mains de la société *Soc. 1.)* jusqu'à concurrence de la somme de 34.150.000.- francs.

Par requête notifiée le 11 septembre 2001 au mandataire de *Soc. 2.)* et déposée le 20 septembre 2001 au greffe de la Cour, la société *Soc. 1.)* a exposé que les avoirs saisis par elle entre les mains de *Soc. 3.) Invest* sont en particulier constitués par 30.763 actions nominatives de *Soc. 3.) Invest*; que l'article 715 du nouveau code de procédure civile, qui dispose que "*Si la saisie-arrêt ou opposition est déclarée valable, il sera procédé à la vente et distribution du prix, ainsi qu'il sera dit au titre «De la distribution par contribution»*", ne règle pas les modalités suivant lesquelles il sera procédé à la vente des avoirs saisis qui ne portent pas sur une créance de somme d'argent, mais sur un autre bien mobilier incorporel, comme les actions nominatives d'une société; que face au silence du nouveau code de procédure civile la doctrine est en ce sens qu'en pareille hypothèse "*on demande au tribunal, en même temps qu'il prononce la validité de cette saisie, d'ordonner la vente du titre à la bourse s'il y est coté et, dans le cas contraire, par le ministère d'un notaire*" (*Garsonnet et Cezar-Bru, Proc. civ. T.IV, n° 307*), qu'étant donné que cette mesure n'a pas été demandée, ni ordonnée par la Cour en même temps que la validation, il y a lieu de la prononcer par arrêt séparé, la Cour étant compétente pour l'ordonner, conformément à l'article 596 du nouveau code de procédure civile.

Soc. 1.) a partant conclu à voir dire qu'il sera procédé à la vente en bourse, par adjudication publique et par un officier public, des 30.763 actions *Soc. 3.) Invest* saisis par la requérante entre les mains de la société *Soc. 3.) Invest* à charge de la société *Soc. 2.)*

Par acte du 12 octobre 2001 *Soc. 1.)* a notifié sa requête à la société *Soc. 4.)* et l'a, par exploit d'huissier du 25 octobre 2001, signifiée à *Soc. 3.) Invest* avec assignation à comparaître devant la Cour aux fins exposés dans la requête.

Par acte notifié le 3 octobre 2001 aux mandataires de *Soc. 2.)*, *Soc. 1.)* et *Soc. 4.)*, *A1.)* et consorts, exposant que sur base d'un jugement rendu le 8 décembre 1997 par le tribunal de commerce de Bruxelles ils ont pratiqué en date du 3 octobre 2001 saisie-arrêt entre les mains de *Soc. 3.) Invest* à charge de *Soc. 2.)*, ont déclaré intervenir dans le présent litige afin que leurs droits soient sauvegardés, la saisie-arrêt pratiquée par eux se trouvant en concours avec celle opérée à l'initiative de *Soc. 1.)*

Par acte notifié le 19 novembre 2001 la société de droit belge *Soc. 5.)* s.a., exposant que le 20 octobre 1995 elle a fait pratiquer saisie-arrêt entre les mains de *Soc. 3.) Invest* à charge de *Soc. 2.)* pour sûreté et avoir paiement d'une somme de 130 millions flux en principal, que par jugement du 30 octobre 1996 le tribunal

d'arrondissement de Luxembourg a décidé qu'il y avait lieu de surseoir à statuer sur la demande en validation de la saisie en attendant l'issue de la procédure d'arbitrage en cours entre *Sec. 1.)* et *Sec. 2.)* et tendant, entre autres, à voir condamner *Sec. 2.)* au paiement à *Sec. 5.)* du montant pour sûreté de laquelle la saisie avait été pratiquée; que par sentence arbitrale du 14 octobre 1999 *Sec. 2.)* a été condamnée à payer à *Sec. 5.)* un montant de 180.000.- francs, que cette sentence arbitrale a fait l'objet d'une exequatur au Luxembourg et que la décision d'exequatur est devenue définitive par l'effet de l'arrêt de la Cour du 16 août 2001; que le même arrêt ayant validé une saisie-arrêt pratiquée par *Sec. 1.)* à charge de *Sec. 2.)*, que *Sec. 5.)* ayant à son tour, par la saisie pratiquée par elle le 20 octobre 2001, saisi les titres dont *Sec. 1.)* demande actuellement à voir ordonner la vente, *Sec. 5.)* a intérêt à intervenir dans la présente procédure.

Cette partie intervenante a partant demandé acte qu'elle se joint à la demande de *Sec. 1.)* tendant à voir vendre les 30.763 actions *Sec. 3.)* Invest saisies à charge de *Sec. 2.)* entre les mains de *Sec. 3.)* Invest et qu'elle entend participer, le moment venu, à la distribution par contribution du produit de cette vente.

Le moyen d'irrecevabilité de la requête de *Sec. 1.)* pour ne pas avoir été notifiée à *Sec. 3.)* Invest et *Sec. 4.)*, invoqué par *Sec. 2.)* dans ses conclusions du 10 octobre 2001, est devenu sans objet suite à la mise en intervention de ces sociétés.

Sec. 2.) oppose d'autre part l'irrecevabilité de la demande de *Sec. 1.)* au motif qu'à l'appui de cette demande *Sec. 1.)* se fonde sur la doctrine citée ci-dessus qui dit qu'on demande au tribunal, en même temps qu'il prononce sur la validité de la saisie, d'ordonner la vente du titre à la bourse ou par le ministère d'un notaire, qu'en l'espèce une telle demande n'a pas été faite dans le cadre de la procédure ayant donné lieu à l'arrêt du 16 août 2001, de sorte qu'elle constitue une demande nouvelle qui aurait dû être introduite par voie d'assignation devant le tribunal de première instance.

Le tribunal que *Sec. 2.)* estime devoir être saisi ne pourra plus ordonner la vente en même temps qu'il se prononce sur la validité de la saisie-arrêt, celle-ci ayant été prononcée par l'arrêt du 16 août 2001.

La difficulté d'exécution est constituée par un incident qui a pour objet d'arrêter ou de suspendre l'exécution du jugement (RPDB, Exécution des jugements et actes en matière civile, n° 348). En l'espèce le problème ci-dessus exposé par *Sec. 1.)* s'analyse en une difficulté d'exécution de l'arrêt du 16 août 2001, les mesures ordonnées par cet arrêt étant impossibles à exécuter en raison de la nature des effets saisis.

Sec. 2.) fait ensuite plaider qu'à la suite du jugement de validation le code de procédure civile enseigne que le tiers-saisi doit faire une déclaration affirmative et qu'à défaut il doit être assigné en déclaration affirmative, ce qui n'a pas été fait en l'espèce, pas plus que la saisie n'a été inscrite au livre des actionnaires, ni que l'arrêt dont l'exécution est poursuivie n'a été signifié. Il s'en suit, selon *Sec. 2.)*, que la demande actuellement formée doit être déclarée irrecevable.

Or, aucune des formalités énumérées par *Sec. 2.)* ne constitue une condition de recevabilité de la demande en règlement de la difficulté d'exécution soulevée par *Sec. 1.)* La Cour ne voit pas en quoi l'inscription de la saisie-arrêt au livre des actionnaires, laquelle a d'ailleurs eu lieu en l'espèce, pourrait influencer sur la recevabilité de la présente demande.

Si, d'autre part, l'assignation du tiers-saisi en déclaration affirmative ne peut, s'il n'y a titre authentique, avoir lieu avant le jugement déclarant la saisie-arrêt ou opposition valable, il n'y a aucune raison de dire qu'elle doit avoir lieu avant une demande en règlement d'une difficulté d'exécution apparue dès avant qu'intervienne la déclaration affirmative du tiers, respectivement qu'il soit assigné à ces fins.

Le même raisonnement vaut pour la signification de l'arrêt laquelle est nécessaire pour procéder à son exécution, mais non pas pour voir régler une difficulté d'exécution apparue avant l'exécution, laquelle, de toute façon, se définit comme un obstacle à l'exécution de sorte qu'on ne voit pas l'utilité d'une signification, en vue de son exécution, de l'arrêt qui s'est révélé impossible à exécuter dans ses dispositions actuelles.

Sec. 2.) fait enfin valoir que les titres actuellement saisis font l'objet d'une deuxième saisie à la requête de la société *Sec. 5.)* affaire ayant donné lieu à un jugement interlocutoire de la première section du tribunal d'arrondissement de Luxembourg en date du 31 (il s'agit du 30) octobre 1996 et qui est toujours pendante. Selon *Sec. 2.)*, en présence de cette saisie, la Cour ne peut se prononcer sur le fond de l'affaire sans savoir ce qui est advenu de la deuxième saisie.

Le stade procédural actuel de la saisie-arrêt pratiquée par *Sec. 5.)* a entre-temps été décrit par cette société dans sa requête en intervention volontaire du 19 novembre 2001.

C'est à bon droit que *Sec. 1.)* oppose à cette argumentation qu'elle est sans incidence sur la présente procédure, n'ayant d'autre conséquence que de rendre en principe nécessaire, à un stade ultérieur, une procédure de distribution par contribution.

Les moyens d'irrecevabilité de la demande de ~~sec.1~~) ne sont partant pas fondés et celle-ci est à déclarer recevable.

Il en est de même des demandes en intervention volontaire, d'ailleurs non critiquées au regard de leur recevabilité.

Quant au fond ~~Sec.2.)~~ fait valoir que la procédure actuellement suivie montre que la partie saisissante fait tout pour que les actions soient vendues à vil prix, de sorte qu'elle doit s'opposer à cette vente, laquelle, si elle était ordonnée, devrait avoir lieu dans les meilleures conditions et en conformité avec la loi en organisant un mécanisme de publicité adéquat et en nommant un expert comptable pour évaluer la société.

La Cour ne voit pas à quelle autre procédure ~~sec.1.)~~ aurait pu avoir recours pour réaliser les avoirs saisis par elle, elle ne peut donc suivre l'argumentation que ~~cette procédure aurait pour seul but de~~ voir réaliser les actions à vil prix.

Etant donné que la loi luxembourgeoise n'a pas organisé la vente d'avoirs saisis consistant en autre chose qu'une somme d'argent, cette vente est à ordonner en conformité avec les principes dégagés par la doctrine et par analogie avec ce que prévoit l'article 118 du code de commerce pour la réalisation de valeurs mobilières gagées qui ne sont pas cotées en bourse, ce qui, d'après les informations fournies, n'est pas le cas pour les actions ~~sec.3)~~ Invest saisis en l'espèce.

Il y a partant lieu d'ordonner la vente de ces actions à la bourse par adjudication publique et par un officier public.

Il n'y a cependant pas lieu de faire droit à la demande en institution d'une expertise aux fins d'évaluer la société, les intéressés pouvant se renseigner à suffisance par le biais des bilans de la société sur lesquels se baserait d'ailleurs également un expert chargé d'une évaluation.

Quant au mécanisme de publicité adéquat, il n'appartient pas à la Cour de le prescrire au notaire à commettre, qui l'organisera selon ce qu'il jugera convenir dans l'intérêt de toutes les parties.

Par conclusions notifiées le 20 novembre 2001 les parties de Maître Veerle Willems ont, de leur côté, demandé acte de leur volonté de participer, le moment venu, à la distribution du produit de la vente des avoirs saisis.

Il y a lieu de faire droit aux demandes d'acte des deux parties intervenantes volontaires.

Soc. 2.) est à débouter de sa demande en allocation d'une indemnité de procédure, n'étant pas inéquitable de laisser à sa charge les frais non compris dans les dépens exposés par elle dans la présente instance.

La société Soc. 3.) Invest s.a. n'a pas constitué avocat et l'exploit d'assignation lui signifié le 25 octobre 2001 n'a pas été remis à personne, de sorte qu'il y a lieu de statuer par défaut à son égard.

Par ces motifs:

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant par défaut à l'égard de la société anonyme Soc. 3.) Invest, contradictoirement à l'égard des autres parties et sur le rapport de Madame le premier conseiller Irène Folscheid,

dit recevable la demande de la société anonyme de droit français Soc. 1.) en règlement de difficultés d'exécution de l'arrêt rendu le 16 août 2001 sous le numéro du rôle 25285;

reçoit les interventions volontaires formées par A1) et consorts par requête notifiée le 3 octobre 2001, ainsi que par la société anonyme de droit belge Soc. 5) s.a. par requête notifiée le 19 novembre 2001;

faisant droit à la demande de la société anonyme Soc. 1.)

dit que les avoirs ayant fait l'objet de la saisie validée par l'arrêt du 16 août 2001, consistant en des actions Soc. 3.) Invest non cotées en bourse, seront vendus à la bourse par adjudication publique et par un officier public;

commet à ces fins Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg;

donne acte à la société de droit belge Soc. 5) s.a. ainsi qu'à A1) et consorts de leur volonté de participer, le moment venu, à la distribution par contribution du produit de la vente;

dit non fondée la demande formée par la société anonyme Soc. 2.) sur base de l'article 240 du nouveau code de procédure civile;

laisse les frais de la présente instance à charge de la société anonyme Soc. 1.), dont distraction au profit de Maître Jean-Louis Schiltz, sur ses affirmations de droit.